

Un “premier couteau” qui n’a pas ou peu servi

■ Le secteur culturel, ravi de se découvrir un représentant de poids, n’a pas eu le temps d’en profiter. Retour au point mort.

Je m’exprime de cet endroit-là parce que j’ai encore la chance de pouvoir faire mon métier.” Juillet 2014, Avignon. Fabrice Murgia prend la parole à l’issue du spectacle qu’il a mis en scène, “Notre peur de n’être”.

Il exprime les craintes ressenties par tout un secteur. Il est question de financements, toujours plus difficiles à obtenir. Il est aussi question de déconsidération.

Joëlle Milquet est à peine nommée ministre de la Culture que la réalité lui est collée sous le nez. Statut de l’artiste revu à la baisse, réduction des budgets, non-indexation répétée des contrats-programmes, sur l’établi qui sera celui de la première CDH occupant le poste depuis 1981 : les outils à rafistoler sont nombreux.

Une experte... de la politique

Concédant tout de go ne pas être experte en la matière, Joëlle Milquet a pour elle d’être un poids lourd de la vie politique, un “premier couteau” comme la qualifie alors Guy Duplat dans ces colonnes.

La réduction budgétaire annoncée d’entrée (-3%) ne lui cause pas de préjudice, tant le milieu culturel francophone est conscient que cette économie est minime par rapport à ce qu’entendent imposer la Flandre (-7%) et le fédéral (-16%). Son programme tient en cinq points : remettre le curseur sur les artistes, élaborer une stratégie numérique, démocratiser, instaurer une nouvelle gouvernance des politiques culturelles et allier culture et école. Tiens, l’école ?

C’est que Joëlle Milquet n’est pas “que” ministre de la Culture. Elle a aussi, et surtout, hérité du portefeuille de l’Enseignement (lire ci-contre). L’addition apparaissait ambitieuse. Sans doute le fut-elle trop.

Absorbée par la confection du Pacte d’excellence, Joëlle Milquet ne fut que peu présente sur le terrain culturel. Confrontée à l’épineux dossier des contrats-programmes après avoir annoncé “moins de saupoudrage, des choix mieux ciblés, plus clairs, des décloisonnements et des mutualisations”, elle se contente de prolonger, mi-

2015, tous les contrats existants jusque fin 2016. En modulant les montants à percevoir de -5% à +5%, elle annonce toutefois la couleur tout en laissant aux moins bien lotis “une chance de prouver leur nécessité et de s’adapter”. Mais c’est à un regard neuf qu’il incombera d’examiner ces “preuves”. Et sans perdre un instant.

Gilles Milecan

1%

ÉCONOMIES

Lors de l’exposé de sa politique culturelle, Joëlle Milquet annonce qu’il n’y aura “que” 1% d’économies en 2015.